

# L’Afrique de l’Est face à la gestion du COVID-19

## Un enchevêtrement de crises ?

**Sina SCHLIMMER**

Lorsque le COVID-19 a atteint l’Afrique subsaharienne<sup>1</sup>, des experts ont pronostiqué une situation catastrophique avec une flambée rapide et exponentielle du nombre de malades. Néanmoins, le virus s’est propagé plus lentement que prévu et la plupart des pays ne semblent pas (encore) avoir atteint le point culminant de la pandémie. Alors que les situations varient d’un pays à l’autre, le nombre de nouvelles infections par jour en Afrique de l’Est demeure, pour le moment, inférieur à 220. Les optimistes estiment que l’Afrique a échappé aux pires conséquences sanitaires<sup>2</sup> tandis que des observateurs plus prudents craignent une intensification ultérieure et s’interrogent sur la fiabilité des chiffres qui dépendent des capacités limitées à effectuer des tests. En Tanzanie, par exemple, où la dernière et l’une des rares prises de position publique du gouvernement date du 29 avril (509 cas d’infections pour 652 tests effectués), le président, John P. Magufuli, semble déjà sonner la fin de l’alerte en promettant la réouverture de l’ensemble des secteurs de l’économie<sup>3</sup>.

Le COVID-19 s’invite dans une région dont les pays se caractérisent par des trajectoires singulières en termes de politiques et de développement économique : alors que le Kenya et l’Éthiopie sont parfois considérés comme les locomotives économiques de la région, d’autres pays comme la Somalie ou le Soudan du Sud sont marqués par des conflits chroniques, des institutions étatiques avec des capacités limitées et des taux de pauvreté très élevés (69 % en Somalie<sup>4</sup>). Ainsi, les capacités des États à faire face aux enjeux sanitaires, mais aussi à absorber les effets socio-économiques de long terme varient fortement.

**Sina Schlimmer** est chercheure au Centre Afrique subsaharienne de l’Ifri

ISBN : 979-10-373-0188-8

© Tous droits réservés, Paris, Ifri, 2020.

### Comment citer cette publication :

Sina Schlimmer,  
« L’Afrique de l’Est face à la gestion du COVID-19. Un enchevêtrement de crises ? », *L’Afrique en questions*, n° 56, Ifri, 9 Juin 2020.

### Ifri

27, rue de la Procession  
75740 Paris Cedex 15  
Tél. : (0)1 40 61 60 00  
Email : [accueil@ifri.org](mailto:accueil@ifri.org)

### Site internet

[www.ifri.org](http://www.ifri.org)

### La situation pandémique en Afrique de l'Est en chiffres<sup>5</sup>

	Population (en millions arrondis)	Personnes testées	Infections recensées	Patients soignés	Décès
Djibouti	0.95	24 129	2 697	1 185	18
Éthiopie	115	83 854	731	181	6
Érythrée	3.5	-	39	39	0
Kenya	54	67 341	1 471	1 185	55
Ouganda	46	84 576	281	70	0
Rwanda	13	62 502	346	245	0
Somalie	16	1 357	1 731	265	67
Soudan	44	2 014	4 346	749	195
Soudan du Sud	11	3 356	655	6	8
Tanzanie	60	652	509	178	21

### **Des réactions régionales rapides pour contrôler le virus**

Comme dans d'autres régions du continent, la plupart des autorités des pays d'Afrique de l'Est, marquées par la mémoire des pandémies précédentes<sup>6</sup>, ont réagi avec des mesures promptes et parfois même anticipées. Au Kenya, les écoles ont été fermées huit jours avant l'enregistrement de la première infection (13 mars), une décision qui a été suivie par d'autres mesures strictes telles que la fermeture des frontières nationales, l'arrêt du trafic aérien et l'isolement de la capitale, Nairobi. L'Éthiopie a déclaré le 8 avril un état d'urgence d'une durée minimum de cinq mois, alors que le gouvernement en Ouganda a imposé un « lockdown » impliquant la fermeture de tous

les magasins sauf ceux fournissant les « biens essentiels ». La mise en œuvre des règles de distanciation sociale s'est avérée ambitieuse dans des zones à forte densité démographique avec de petites surfaces habitables, telles que les bidonvilles ou encore les camps de réfugiés<sup>7</sup>. Tandis que la Tanzanie et le Burundi n'ont pas fait de la lutte contre la crise sanitaire une priorité et se sont davantage concentrés sur des enjeux politiques internes – les Burundais s'étant rendus aux urnes pour les élections générales le 20 mai 2020 –, d'autres membres de la communauté est-africaine ont mené des efforts collectifs pour diminuer le risque de propagation du COVID-19 : un plan d'intervention a été publié le 27 avril contenant des directives pour intensifier les contrôles sanitaires aux frontières nationales tout en facilitant la circulation des biens ou encore pour améliorer l'accès au matériel d'équipement médical<sup>8</sup>.

Trois mois après l'apparition du premier cas d'infection dans la région, plusieurs gouvernements ont décidé de lever certaines mesures restrictives : les hôtels et restaurants au Rwanda rouvrent progressivement, le mouvement transfrontalier des marchandises entre le Kenya et la Tanzanie est facilité et certaines entreprises invitent leurs employés à retourner au travail. Néanmoins, le déploiement des outils pour gérer cette pandémie, tant appréhendée par la plupart des gouvernants, continuera à produire des effets politiques, sociaux et économiques de long terme.

### **Effets macro-économiques et sécurité alimentaire**

Les mesures de restriction de la mobilité et donc de l'activité économique entraînent un ralentissement de la croissance et une baisse de la demande de produits de base, tels que le pétrole, les minerais, le cacao et le café. Des chutes des produits intérieurs bruts sont attendues : selon les prévisions du Fonds monétaire international (FMI), le taux de croissance de 10 % observé au Rwanda en 2019 diminuera à 3,5 % en 2020 et l'Éthiopie perdra 5,8 % par rapport à son taux de 9 % de l'année précédente<sup>9</sup>. Les secteurs clés dans les différents pays sont fortement affectés : l'annulation à grande échelle des voyages dans la région diminuera drastiquement les revenus dans le secteur du tourisme qui représentait presque 9 % du PIB kenyan en 2019. Les filières d'exportation, comprenant le thé, les légumes verts et l'horticulture sont déjà durement impactées au Kenya. En temps normal, 70 % des fleurs coupées produites au Kenya

sont destinées à l'Europe. Suite à la fermeture des frontières et donc de certains marchés, l'horticulture compte des pertes de deux millions de dollars américains par jour<sup>10</sup>.

Or, la crise n'impacte pas uniquement l'agriculture commerciale et d'exportation. Les petits exploitants approvisionnant les marchés locaux et régionaux voient leurs activités diminuer alors que les prix des intrants et de certains produits alimentaires augmentent. Les personnes travaillant dans le secteur informel (84 % de la population active au Kenya) qui vivent au jour le jour et ne disposent généralement pas de réserves alimentaires, sont particulièrement vulnérables. La fermeture des frontières affecte également le commerce transfrontalier des produits agricoles. En Ouganda, ces activités couvrent entre 15 et 30 % des exportations officielles et représentent une source essentielle de revenus, notamment pour les femmes<sup>11</sup>.

La crise actuelle met à nu la dépendance du système alimentaire des pays d'Afrique de l'Est aux marchés et systèmes d'aides internationaux, fortement impactés par le COVID-19. La Somalie et le Soudan du Sud importent la plupart des produits alimentaires. Dans toute la région, 20 millions de personnes dépendent de l'assistance humanitaire dont 13 millions habitent au Kenya, en Ouganda, en Éthiopie et en Somalie. La crise du COVID-19 arrive donc dans un contexte fragile en termes de sécurité alimentaire, accentué par l'accumulation actuelle des enjeux environnementaux.

### **Criquets pèlerins et inondations : gérer le COVID-19 dans un contexte environnemental fragile**

Une grande partie des gouvernements d'Afrique de l'Est doivent actuellement jongler entre plusieurs interventions d'urgence pour faire face à une « triple menace<sup>12</sup> ». En effet, à la crise du COVID-19 se rajoutent des inondations dans la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique suite aux pluies abondantes observées depuis le début de l'année. Le lac Victoria a atteint son plus haut niveau depuis 1964 (13,42 mètres<sup>13</sup>). Ces inondations, qui ont des impacts tant dans les villes que dans les espaces ruraux, s'étendent de l'Ouganda jusqu'à Djibouti. Ils ont par ailleurs causé le déplacement de dizaines de milliers de personnes.

Un troisième risque imminent est la probable deuxième vague d'invasion des criquets pèlerins. Arrivés en Afrique de l'Est fin 2019,

ceux-ci ont sévi dans de nombreux champs jusqu'à la péninsule arabique. La période de pluie en cours, qui coïncide avec la saison des plantations pour de nombreuses cultures, encourage également le développement de nouveaux essaims qui se répandent depuis le Kenya vers l'Éthiopie, le Soudan du Sud et l'Ouganda. Une nouvelle série d'essaims est ensuite attendue vers la fin du mois de juin et le début du mois de juillet au moment de la récolte. En Éthiopie, les criquets ont déjà endommagé plus de 200 000 hectares de terres agricoles entraînant une perte de céréales de plus de 356 000 tonnes, alors que 8,5 millions de personnes étaient déjà considérées en insécurité alimentaire<sup>14</sup>. Le pays compte environ 1,7 million de déplacés internes en plus de 735 000 réfugiés et demandeurs d'asile particulièrement vulnérables aux effets de cette triple crise. Le taux d'insécurité alimentaire risque d'augmenter suite à l'intensification de l'invasion des insectes et des inondations, d'une part, et les effets de la gestion du COVID-19, d'autre part. D'où la crainte des experts des organismes de la coopération internationale d'une nouvelle crise humanitaire.

En Afrique de l'Est comme ailleurs, le COVID-19 ne représente pas seulement des enjeux sanitaires, mais aussi sociaux, politiques et économiques. Mais plus que dans d'autres régions, cette zone est confrontée à une conjugaison de situations d'urgence, notamment sur le plan environnemental. Les institutions financières internationales, telles que la Banque mondiale et le FMI, ont octroyé des fonds et de nouveaux crédits visant à soutenir les pays concernés pour combattre non seulement la pandémie mais aussi l'invasion des criquets pèlerins<sup>15</sup>. Alors que cette injection financière risque d'aggraver le surendettement des pays d'Afrique de l'Est, la mobilisation de la communauté internationale n'est pas suffisante pour absorber les problèmes sanitaires et économiques. Aux échelles nationale et locale, des pratiques innovantes ont émergé et les acteurs se sont mobilisés : les modes de paiement par téléphone mobile ont façonné l'économie est-africaine depuis des années ; des drones au Rwanda servent à approvisionner en médicaments certains hôpitaux reculés ; au Kenya, des plates-formes numériques informent les petits agriculteurs sur l'évolution des prix, l'accès à différents marchés et les options de financement des débouchés.

---

1. En Afrique de l'Est, les premiers cas ont été détectés le 13 mars en Éthiopie, au Kenya, en Ouganda et au Soudan.

2. O. Obasanjo et H. Desalegn Boshe, « COVID-19 Response Must Target African Agriculture and the Rural Poor », IFAD, 14 mai 2020.

3. B. Materu, « Tourists Land in Tanzania, as Hotels, Firms and Schools Resume », *The East African*, 24 mai 2020.
4. R. M. Desai, « Somalia's Path to Stability », Brookings, 2 octobre 2019, disponible sur : [www.brookings.edu](http://www.brookings.edu).
5. Basé sur les données du Conseil consultatif et technique des Centres africains de contrôle et de prévention des maladies, 29 mai 2020, disponible sur : <https://africacdc.org/covid-19/>.
6. « Fred Eboko : « L'Afrique a gardé la mémoire d'Ebola », *Le Point*, 23 mars 2020.
7. Au Kenya, par exemple, se situe l'un des plus grands bidonvilles d'Afrique, Kibera, qui compte selon les estimations entre 500 000 et 700 000 habitants. On estime que plus de la moitié des habitants de Nairobi habitent dans des logements informels, alors que les bidonvilles représentent seulement 6 % de la surface de la capitale. Dadaab dans l'est et Kakuma au nord-ouest sont les autres principaux camps de réfugiés du pays.
8. « EAC Unveils COVID-19 Response Plan », East African Community, 30 avril 2020.
9. B. Karashani « IMF Forecasts Drastic Economic Slumps across EAC Due to COVID-19 », *The East African*, 18 avril 2020.
10. « Episode 15: Around the Horn – The Political Fallout of the Pandemic », International Crisis Group, avril 2020.
11. A. Bouët et D. Laborde, « Les politiques à-la-frontière mises en place contre le COVID-19 affectent le commerce africain et les populations locales », IFRPI, 13 mai 2020.
12. V. Wood, « East Africa Facing 'Triple Threat' from Coronavirus, Locusts and Flooding, Red Cross Warns », *Independent*, 23 mai 2020.
13. « Lake Victoria Now at Record High 13.42 Metres », *The Independent*, 8 mai 2020.
14. « Ethiopia – Desert Locust Situation Report April 2020 (updated) », Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture, avril 2020.
15. A. Shalal, « World Bank Approves Record \$500 mln to Battle Locust Swarms », Reuters, 21 mai 2020.